

\*

\*\* Texte non paru au /Journal officiel/

\*1653 \*

\*

-----

\*

\*

\*\*MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
Délégation à la sécurité  
et à la circulation routières

\*Circulaire du 4 novembre 2008 relative à la suspension  
de l'échange des permis de conduire équatoriens

\*NOR : /DEVS0826970C/

//

// Les conditions de reconnaissance et d'échange des permis de  
conduire délivrés par les Etats n'appartenant ni à l'Union européenne ni  
à l'Espace économique européen sont fixées par un arrêté du  
8 février 1999. L'article 7 (§7.1.1) de ce texte prévoit que cet échange  
ne peut notamment avoir lieu que si le permis de conduire national  
étranger a été délivré au nom d'un Etat avec lequel un échange  
réciproque des permis de conduire est en vigueur.

Le ministère des affaires étrangères et européennes m'a fait part de  
la décision de la République d'Equateur de suspendre l'échange des  
permis français sur son territoire jusqu'à la conclusion d'un accord  
formel en la matière entre nos deux Etats.

Ainsi, vous trouverez ci-joint en annexe le tableau récapitulatif  
modifié de la circulaire du 22 septembre 2006 fixant la liste des Etats  
avec lesquels la France procède ou non à l'échange réciproque des permis  
de conduire.

La présente circulaire sera publiée au /Bulletin officiel/ du  
ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de  
l'aménagement du territoire.

Fait à Paris, le 4 novembre 2008.

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Pour la déléguée à la sécurité

et à la circulation routières :

/Le sous-directeur de l'éducation routière,

/M. Meunier

ANNEXE

ÉTAT

ayant délivré

le permis

de conduire

PROCÉDURE

applicable aux personnes

ne bénéficiant pas

d'un statut spécial

(art. 7.1.1 de l'arrêté

du 8 février 1999

fixant les conditions

de reconnaissance

et d'échange des permis  
de conduire délivrés  
par les Etats  
n'appartenant ni  
à l'Union européenne  
ni à l'Espace  
économique européen)PROCÉDURE  
applicable aux  
personnes titulaires  
d'une carte spéciale  
délivrée par le ministère  
des affaires étrangères  
(art. 4 de l'arrêté  
du 8 février 1999  
fixant les conditions  
de reconnaissance  
et d'échange des permis  
de conduire délivrés  
par les Etats  
n'appartenant ni  
à l'Union européenne  
ni à l'Espace  
économique européen)  
Equateur Pas d'échange

Reconnaissance pendant la durée de la mission.